



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 148 NOVEMBRE 2001 - 20 F ISSN 0989-3237

JOSPIN : HIER ET AUJOURD'HUI

par Bernard ACCOYER

député-maire d'Annecy-Le-Vieux, secrétaire général adjoint du RPR

Intervention lors de la Convergence nationale de l'UNI au Sénat (novembre 2001)

UN TROTSKISTE HONTEUX OU INFILTRÉ AU PS ?

SON PARCOURS TROTSKISTE

« Lionel avait été trotskiste en devenant homme. Il avait été initié aux vérités d'un groupe révolutionnaire, une phalange violente et réfléchie à la fois, l'OCI : l'Organisation communiste internationaliste. Il était entré au PS en mission pour ce groupe, tel un agent secret de la juste cause. [...] Il grimpa les échelons du parti sans se départir de cette identité secrète. Puis, à l'intérieur du PS, il fit sa mue. Il apprécia les limites. Il se rendit au plaisir de l'action sur le réel, ce privilège des organisations molles mais grandes, plastiques, celles qui comptent. Il renonça à l'OCI. Lionel quitta le trotskisme à près de 50 ans. Il était temps : le camarade Jospin était alors le principal dirigeant du Parti socialiste. » Ainsi le Nouvel Observateur, plus porté à la complaisance qu'à la critique envers les socialistes, résumait le passé de l'actuel Premier Ministre.

Deux journalistes de la rédaction de cet hebdomadaire, Serge Raffy et Claude Askolovitch, viennent en effet de publier chacun une biographie, toutes deux mettent en lumière ce passé que Lionel Jospin a soigneusement caché pendant si longtemps, Serge Raffy mettant avec justesse en exergue cette réflexion de Malraux « Tout homme est avant tout ce qu'il cache ».

Ces biographies retracent un contexte familial ayant favorisé l'adhésion de Lionel Jospin au groupuscule trotskiste: un père viscéralement pacifiste, à la limite de la collaboration (nommé conseiller municipal de Meudon en charge de la défense passive en 1944, il sera exclu de la SFIO en

1945 pour attitude trouble sous l'occupation), un père dont il ne partage pas les emportements mais qui compte parmi ses intimes des personnages tels René Dumont, lui-même proche de Pierre Lambert, fondateur de l'OCI, (de son vrai nom Pierre Bousset), ou Michel Lautrec, éducateur lambertiste qui travaille dans l'établissement d'éducation que dirige Robert Jospin à Chamigny.

Elève de l'ENA, Lionel Jospin est initié au trotskisme par Boris Fraenkel, dont il a entendu parler par des amis de l'ENSEP, école des futurs professeurs de gymnastique, vieillard dans lequel recrutait cet éminent membre de l'OCI. Serge Raffy nous apprend que : « Boris le forme au trotskisme en 6 séances plutôt rudes. Des séances au cours desquelles le futur haut fonctionnaire doit préparer des exposés politiques, des « topos ». La méthode, même individualisée, correspond à la formation classique d'un candidat à l'admission à l'OCI. On appelle ce cursus le GER : Groupe d'études révolutionnaires. Généralement, il est pratiqué par équipes de 3 ou 4 militants. Mais, pour un énarque, le régime est différent ».

Le trotskisme et l'ENA seront donc ses deux premières écoles, d'ailleurs pas aussi contradictoires qu'on pourrait l'imaginer. «Le trotskisme est un orgueil qui ne le cède en rien aux prétentions de l'énarchie», écrit Claude Askolovitch.

Après un stage en Côte d'Ivoire, Lionel Jospin retrouve son mentor trotskiste et s'interroge sur la voie à choisir à sa sortie de l'ENA. Boris Fraenkel lui conseille de s'orienter vers le Ministère des Affaires Etrangères (rappelons que pour les trotskistes la révolution doit être mondiale). Bien

que tenté par la carrière de professeur d'histoire, Lionel Jospin suivra les conseils de son organisation.

Olivier, le frère de Lionel Jospin, entre à la même époque à l'OCI, après avoir été exclu de la CGT pour gauchisme, ce qui facilite ses contacts avec l'organisation, d'autant qu'Olivier devient rapidement membre du comité central. Mai 1968 renforce leurs convictions trotskistes. « *A l'orée de la nouvelle décennie, les deux frères dressent le bilan politique des années soixante. Les journées de mai 1968 ont prouvé que la révolution n'était pas une utopie, que cet événement considérable pouvait bien être le prélude à une nouvelle flambée sociale plus favorable encore, tout comme 1905 avait précédé en Russie février et octobre 1917.* » (Serge Raffy).

Au cours de l'année universitaire 1969/1970, alors qu'il est professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble où il côtoie un autre professeur, Pierre Broue, éminent dirigeant de l'OCI, il est envoyé en mission en Pologne pour soutenir le comité de grève d'un chantier naval. Il transporte du matériel de propagande, des tracts en polonais et échappe de peu à un contrôle policier en RDA.

En septembre 1970 alors qu'il dirige un département de l'IUT de Sceaux, Lionel Jospin prend la direction d'une cellule de l'OCI au 45 de la rue St Blaise dans le 20^{ème} arrondissement de Paris. Il doit manager un groupe de cinq intellectuels, dont il ne peut connaître la véritable identité. Chaque semaine, il fait un « topo » politique, le débat est ensuite ouvert. Serge Raffy note que « *le chef de cellule aime les débats, même si son ton parfois trop professoral, son implacable ponctualité agacent les camarades. Un type rigoureux, pas du tout exalté, qui collecte la phalange – une « taxe révolutionnaire » de 10 % du salaire de chaque militant – avec une méticulosité digne d'un expert-comptable.* »

A la même époque, François Mitterrand propose la fusion de son mouvement, la Convention des institutions républicaines, avec le PS. Dans un livre « *Ma part de Vérité* », il évoque sa conversion au marxisme, aux nationalisations. En fait, Mitterrand veut construire un parti anti-stalinien et réduire l'influence du PCF, avec à terme la volonté de s'assurer l'hégémonie sur la gauche française. Au congrès d'Epinau en juin 1971, Mitterrand réussit à devenir premier secrétaire du PS et Pierre Lambert, qui pourtant avait de solides amitiés moutonnières, comprend vite l'urgence d'envoyer quelques militants de choix dans ce nouveau PS. De nombreux cadres sont envoyés comme « soum » (sous-marins) chez les socialistes.

Jospin sera l'un des plus éminents « soum » trotskistes. En septembre 1971, il contacte Pierre Joxe, secrétaire national à la formation, pour lui faire part de son souhait d'intégrer le PS. Il adhère en 1972.

Les relations entre le PS et l'OCI sont au beau fixe. Comme le note Serge Raffy, « *l'OCI appelle à voter Mitterrand contre Giscard dès le premier tour en 1974. Elle protège plusieurs meetings de candidats de la gauche. L'OCI est devenue prestataire de services, un quasi satellite du PS. Le scénario est plus que plausible : ainsi « Michel » (nom de clandestinité de Jospin) aurait été prêté au PS un peu comme les clubs de football se cèdent des joueurs ... En fait, le « prêt » de Michel a tout d'une forme de leasing, d'une location vente. Coïncidence, de 1973 à 1979, époque faste des relations entre le PS et l'OCI, le petit poucet trotskiste loue chaque été un château, à Bierre-Les-Semur, en Côte d'Or, pour former ses militants au cours de stages théoriques. Durant la même période, l'organisation, formidablement active, multiplie les interventions dans le secteur international ... »*

En 1975, Jospin a la tâche de rédiger un rapport pour la convention du PS sur l'état des relations PS/PCF. Il sera particulièrement agressif envers le PCF, conformément à sa pensée trotskiste d'origine. En 1977, Jospin devient secrétaire national aux relations internationales, l'un des plus importants postes du parti. En 1978, l'alliance avec le PC vote en éclats. Jospin devient numéro 2 du PS au congrès de Metz.

Serge July, ancien trotskiste, fin connaisseur de l'extrême gauche française, donne une analyse de cette période très pertinente, lors d'un dialogue avec des internautes le 11 juin dernier : « *On ne comprend rien à cette affaire si on ne se remet pas à l'esprit que, dans les années 1970, le rapport de force au sein de la gauche était en faveur du PC. Mitterrand s'allie avec le PC alors que le PS est la force minoritaire. Pour ça, il avait besoin d'alliés : il les a trouvés assez naturellement dans l'OCI, qui a fourni beaucoup de cadres et de militants au PS. Cela a joué un rôle très conscient chez Mitterrand. Je crois que ce n'est pas le fait du hasard s'il a confié à quelqu'un qui venait de l'OCI la gestion des relations avec le PC. Pendant les années 1970, c'est Jospin qui exerce ce rôle. Sans doute le PC n'était-il pas dupe. C'était quelqu'un qui n'était pas susceptible de se laisser bernier par les manœuvres du grand parti ouvrier qu'était le PC. Mitterrand a fait ça très consciemment. Lionel Jospin a reproduit ce système dans la gauche plurielle, puisque celui qui gère les liens du PS avec le PC est un ancien de l'OCI : Jean-Christophe Cambadélis.* »

Cette belle harmonie se brisera sur le tournant de la « rigueur » de 1982. « *Pour la première fois, il se trouve en désaccord avec Lambert* », raconte Claude Askolovitch. Mais les liens du premier secrétaire du PS avec l'OCI « *perdurent au-delà du raisonnable* », ajoute-t-il. Plus informelle, cette étrange relation continuera « *jusqu'en 1986, 1987* ». Mais en 1987, la mission est accomplie. La mouvance trotskiste a investi le PS tout en assurant sa mainmise sur le monde étudiant via notamment SOS-Racisme, l'UNEF-ID et la MNEF.

Voilà donc résumé le parcours de taupe effectué par celui qui déclarait dans *le Monde* du 12 avril 1995 « *Je n'ai jamais été trotskiste, vous me confondez avec mon frère* » et qui osait se présenter comme un parangon de transparence républicaine.

LA RÉALITÉ DU MONDE TROTSKISTE

Pour ce qui est des idées, être trotskiste, au delà du discours complaisant d'une presse elle-même peuplée d'anciens trotskistes qui voudrait qu'être trotskiste équivaille à être anti-colonialiste et anti-stalinien, en réalité être trotskiste, c'est avant tout être un révolutionnaire pur et dur, fidèle à Lénine et donc complice du totalitarisme consubstantiel à cette pensée.

Car la révolution, c'est quoi ? Ce n'est qu'un grand coup de balai radical. C'est l'imposition par la force, donc la violence physique, par un petit nombre, d'un programme à une société qui n'en veut pas. Ce qui induit l'élimination des opposants.

La thèse de la révolution permanente est en effet l'une des thèses centrales du trotskisme. Pour Trotski, la révolution doit suivre un processus historique précis. Il se réfère en cela à l'exemple de la révolution russe qui a franchi le stade de la révolution bourgeoise (février) avant de devenir une révolution prolétarienne (octobre). La classe ouvrière doit s'organiser en soviets, organes du pouvoir de classe, mais c'est l'avant-garde consciente du prolétariat, groupée dans le parti communiste, qui prend les décisions et mène l'action. L'O.C.I. s'est toujours référée à la lettre du « programme de transition », rédigé par Trotski en 1938, son axe d'activité consistant à préparer la résistance du mouvement ouvrier aux attaques de la bourgeoisie par l'appel à s'organiser pour résister et dénoncer ceux qui désarment la classe ouvrière.

Trotski avait également théorisé le concept de révolution mondiale, à l'inverse de Staline.

L'un des mythes fondateurs du trotskisme est de ce fait la « révolution trahie » par Staline, mythe bien utile pour se voiler la face sur le caractère totalitaire du léninisme.

En effet, le totalitarisme soviétique était antérieur à Staline. La Tcheka, police politique sinistre ancêtre du KGB, est créée dès décembre 1917. Le Goulag est imaginé dès août 1918 pour palier la surpopulation carcérale et en 1919, ont lieu les premiers internements psychiatriques. C'est d'ailleurs Trotski qui fonde l'Armée rouge avec comme credo que l'on

« ne peut dresser une armée sans répression ». Armée rouge, rouge du sang des ouvriers et des marins de Kronstadt fusillés sur ordre de Trotski en 1921, mais aussi des populations civiles quand elles n'étaient pas décimées par la famine.

Lénine avait bel et bien déclenché la répression de masse avant le début de la guerre civile et de l'intervention étrangère, et non en réponse à celle-ci. C'est ce que les chefs de file ouvriers contemporains de Lénine, Rosa Luxembourg ou Karl Kautsky, avaient prévu dès l'origine : la combinaison d'une organisation militaire du parti et d'un projet de transformation utopique de la société mène au massacre. En comblant par la

répression l'écart entre leurs projets et la réalité, les bolcheviks ont enclenché délibérément un mécanisme infernal, qui s'est développé partout selon le même scénario. On ne peut pas ne pas citer le Cambodge, la Chine, etc... En ce sens, le crime est bien au cœur même du projet communiste. Non pas à cause de l'intention maléfique de ses promoteurs, mais parce que, sans le crime, leur plan de réorganisation totale de la société est impossible à mettre en oeuvre.

Pour ce qui est des méthodes, l'OCI fonctionne selon des principes propres aux organisations clandestines. Beaucoup vont jusqu'à comparer son fonctionnement à une secte.

UNE REMISE EN CAUSE CONTINUELLE DES SOCLES DE NOTRE SOCIÉTÉ

Ces origines extrémistes de Monsieur Jospin se retrouvent aujourd'hui dans son action gouvernementale, car on ne peut que constater qu'il s'applique à saper les fondements de deux des principaux socles de la société : la famille et le modèle républicain français.

UN TRAVAIL DE SAPE CONTRE LA FAMILLE

Depuis 1997, de réformettes en propositions de loi anodines, le gouvernement Jospin s'est attaqué méthodiquement à la famille et aux dispositions du code civil la concernant, à tel point que l'on voit poindre aujourd'hui un véritable contre-projet de société dans ces actions.

Comme l'indiquait Eric Zemmour dans *le Figaro* du 10 octobre 2001 :

« On voit se dessiner un nouveau droit de la famille égalitaire, féministe, hédoniste. Un ensemble qui n'a sans doute d'équivalent que celui élaboré pendant les premiers mois de ... Valéry Giscard d'Estaing. Alors il s'agissait, quelques années après mai 1968, d'intégrer les revendications de la jeunesse révoltée. De donner les premiers coups de boutoir au code civil napoléonien. L'heure était au bonheur individuel, au refus des contraintes collectives, à la révolution sexuelle. Trente ans plus tard, cette génération a le pouvoir. Absolu. Economique, culturel, médiatique, idéologique. Quoi qu'il en soit, Jospin apparaît de plus en plus comme le plus efficace porte-voix de cette génération. Il achève le travail commencé il y a plus de trente ans. »

Pour illustrer cette thèse, il convient de brosser un tableau des réalisations Jospin.

Commençons par le PACS qui, en instituant, sans le dire, le mariage homosexuel, brouille les repères les plus solides. A tel point que, comme le note toujours Eric Zemmour « Jospin avait promis qu'il n'accepterait jamais l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. La question est désormais de savoir quand il cédera ». Signalons à cet égard que M. Jean-Pierre Michel, député de la Haute-Saône, membre fondateur du syndicat de la magistrature, proche de Jean-Pierre Chevènement, est le principal promoteur pour ne pas dire le quasi unique promoteur de la loi sur le PACS et vient de déposer début octobre une proposition de loi visant à autoriser l'adoption d'un enfant par les pacésés.

Signalons également la réforme du divorce, avec la suppression du divorce pour faute, qui vient d'être examinée à l'Assemblée Nationale. François Terré, juriste et membre de l'Académie des sciences morales et politiques, analyse ainsi cette réforme : « En supprimant la faute, on veut déculpabiliser le divorce. ... De proche en proche, le risque est d'arriver à la notion de répudiation.... A la limite, quel besoin, dans ces conditions, de passer devant le maire ? On risque de faire du mariage l'équivalent du PACS. On n'est plus très loin d'imaginer un mariage temporaire, sous forme de bail qui se

renouvellerait par tacite reconduction. »

Evoquons rapidement la réforme des noms de famille : la proposition de loi de Gérard Gouzes a supprimé la transmission automatique et exclusive du nom du père à l'enfant. Pour l'auteur de ce texte : « Il faut en finir avec ce résidu de la loi salique et instaurer l'égalité totale ». Cependant, pour l'éminente juriste Françoise Dekeuwer-Defossez, auteur d'un rapport sur le droit de la famille, « une telle réforme met en cause l'équilibre des liens qui unissent l'enfant à ses deux parents. En cas de divorce, si la garde de l'enfant revient à la mère, l'enfant ne conserve qu'un seul lien avec son père : son nom ».

Reste enfin des atteintes par petites touches à l'autorité parentale, comme la banalisation de la suppression de l'autorisation parentale par la loi sur la contraception d'urgence, la loi sur l'IVG et plus récemment le projet de loi sur les droits des malades qui permet à un mineur de se passer du consentement parental pour un traitement ou une intervention chirurgicale. C'est le cas également de cette remise en cause de la famille par le biais d'un démantèlement de la politique familiale et de la mise à mal de la branche famille de la sécurité sociale pourtant créée par le général de Gaulle pour privilégier la famille.

UN TRAVAIL DE SAPE CONTRE LE MODÈLE RÉPUBLICAIN FRANÇAIS, PAR LA MULTIPLICATION DES DISPOSITIFS DE DISCRIMINATION POSITIVE

On a vu fleurir sous le gouvernement Jospin de tels dispositifs consistant à réserver aux personnes un traitement différentiel et inégal selon leurs origines, appartenances (physiques, sociales, sexuelles) ou leurs convictions (religieuses ou autres) : des conventions ZEP à l'IEP de Paris en passant par la loi sur la parité et ses quotas ou le statut dérogatoire de la Corse ou la charte sur les langues régionales, heureusement censurée par le Conseil constitutionnel à la demande du chef de l'Etat Jacques Chirac.

Cette méthode de gouvernement n'est pas anodine. Les discriminations positives remettent en cause les fondements du modèle républicain français, en favorisant le groupe par rapport à l'individu. Il n'est pas anodin que le communautarisme soit ainsi distillé dans la société française, car le statut précaire qu'il accorde à l'individu le rapproche des idéologies collectivistes.

Par la culpabilisation de la société française, par un certain nombre de remises en cause de principes de bon sens et indispensables au fonctionnement de notre société, ainsi en est-il de l'attitude du gouvernement face à la délinquance, face à l'immigration clandestine, de l'attitude des pouvoirs publics en

direction de la police laissant traduire aux assises un policier qui n'a fait que son devoir dans un quartier difficile au cours d'un rodéo automobile.

Ainsi en est-il du combat pour les dépenalisations des drogues, pour les réductions des longues peines après l'abolition de la peine de mort. Ainsi en est-il des décisions qui finalement finissent par placer des trotskistes ou des amis politiques dans toutes les administrations, dans toutes les institutions dès que Lionel Jospin et ses amis le peuvent. Ainsi en est-il de la véritable culture du non-travail que les 35 heures veulent inculquer à notre pays.

L'ancien trotskiste qui nous gouverne, et qui met en œuvre une politique susceptible à terme de modeler durablement la société française, est véritablement un extrémiste car il ne se contente pas de vouloir agir sur le futur. Il tente aussi de modeler le passé, en réécrivant l'histoire. Après sa sortie mémora-

ble à l'Assemblée nationale, qui voulait dépeindre la France comme un pays colonial exclusivement esclavagiste, n'a-t-il pas voulu également devant l'Assemblée nationale réhabiliter les déserteurs de 1917 comme il veut aujourd'hui déformer l'engagement des soldats français en Algérie en réécrivant là également l'histoire, ou faire des policiers qui ne faisaient que maintenir l'ordre lors de la manifestation du métro Charonne des assassins devant lesquels les terroristes du FLN ne seraient que de tendres enfants sans aucune volonté maléfique ? Tout ceci est insupportable. Tout ceci n'est que la réalité, c'est le travail d'une infiltration méthodique, d'abord d'une idéologie, ensuite des hommes et lorsqu'il y a à la tête des pouvoirs publics, à la tête du gouvernement un trotskiste, vous pouvez être sûr qu'il y en a partout. C'est la vérité. Mais parce qu'il y a des militants (et vous en êtes) nous lutterons ensemble pour que décadence ne rime pas avec France.



Affiches : 10 x =

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance une nouvelle campagne militante. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Il nous reste aussi des affiches sur le thème "La gauche ne fait rien : Retraites, insécurité, transports, courrier...".

LA CAMPAGNE MILITANTE DU MIL

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE Co-directeur de la publication : G. FLICOURT

DEMANDE D'ADHÉSION

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Portable Fax Email

Date et lieu de naissance Voulez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?

Profession

désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

désire soutenir financièrement l'action du MIL et verse :

100 € ou plus 50 € 30 € 20 €

souhaite adhérer ou renouveler mon adhésion au M.I.L. pour l'année 2001 ou/et 2002 (rayer la mention in-

tile) :

<input type="checkbox"/> Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € (ou 250f)	<input type="checkbox"/> Cotisation couple : 40 € (ou 250f)
<input type="checkbox"/> Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € (ou 500f)	<input type="checkbox"/> Cotisation simple : 25 € (ou 150f)
<input type="checkbox"/> Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 € (ou 1000f)	<input type="checkbox"/> Cotisation chômeur : 10 € (ou 50f)

désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :

Abonnement de soutien : à partir de 160 € Abonnement simple 30 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois perret tél. 01 47 57 34 44

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.